

4^e

CONGRÈS

des études sur le Moyen-Orient
et les mondes musulmans

28 juin - 2 juillet 2021



© Lassaad Metoui

Atelier 76

Les interrelations partisanes en Afrique du Nord

Les printemps arabes de 2011, et l'ouverture politique qui s'en est suivie dans plusieurs pays ont entraîné un regain d'intérêt pour les partis politiques de cette région du monde. Si certaines familles politiques (islamistes, gauche, « jeunes de la révolution ») ont fait l'objet de davantage d'attention que d'autres (libéraux, « contre-révolutionnaires », nationalistes arabes, régionalistes, écologistes), peu de travaux se sont penchés sur les relations entre familles politiques.

La décennie qui s'achève a cependant été très riche en termes de retournement d'alliances, de coalitions a priori « contre-nature » et d'hybridations plus ou moins stables. Ce processus de recomposition rapide et d'instabilité des alliances politiques qui n'épargne aucun pays d'Afrique du Nord nous contraint à repenser ce que l'on croyait savoir de l'islam politique, du socialisme arabe, ou encore du nationalisme libéral. Comment ce processus affecte-t-il les rapports entre militants sur le terrain ? Quels effets exerce-t-il sur la cohésion interne des différents partis ? Comment les retournements d'alliance sont-ils justifiés sur le plan de l'idéologie, et quels modèles sont-ils mis en avant pour les légitimer ? Quels compromis sont négociés entre les différentes forces politiques, notamment en termes de programmes politiques et, le cas échéant, de politiques publiques ?

Responsable : Clément Steuer (Institute of International Relations, Prague)

Discutant : Myriam Catusse (CNRS, IREMAM)

Programme de l'atelier

Belkacem Benzenine (CRASC)

Les partis islamistes et les relations interpartisanes pendant le HIRAK

L'objectif de cette communication est de questionner les enjeux relatifs aux prises de positions des partis islamistes durant le mouvement de contestation politique, le *hirak*.

Notre travail part du postulat que les partis islamistes ont plus axé leur mobilisation sur la question identitaire que sur le changement politique. Le *hirak* a été l'occasion pour les partis islamistes de projeter une image d'ouverture sur les revendications de la société en rejoignant les initiatives de la société civile et de l'opposition.

Les positions de ces partis sont à appréhender au regard de l'évolution de la situation politique et des questions qui se sont posées (élections, place de l'armée, la constitution, place de la religion, etc.). Elles sont en partie le reflet des clivages politiques qui caractérisent le champ partisan. À quel point l'idéologie compte dans les prises de position quand il s'agit d'un large mouvement de contestation politique ? Comment les partis islamistes se structurent à l'intérieur de leur « bloc » ? Quelle est la dimension idéelle de leur positionnement politique ?

C'est à ces questions que notre communication ambitionne de répondre en s'appuyant sur les formes de mobilisation des partis islamistes, leurs discours, les rapports internes (entre islamistes), les relations avec

les autres partis dits démocratiques (ou laïques encore).

Cherif Dris (École Nationale Supérieure de Journalisme et des Sciences de l'Information d'Alger)

Le Hirak sans partis politiques : aux sources de la disjonction

En Algérie, l'absence d'un leadership pouvant servir d'interface entre le *Hirak* et le régime en place soulève la lancinante question du rôle des partis politiques, ceux de l'opposition en premier lieu, comme acteur mobilisateur et structurant de ce mouvement populaire. En effet, les partis de l'opposition se sont révélés incapables à se poser en intermédiaire pouvant agréger les attentes du mouvement populaire, mais aussi, à se faire accepter par le *Hirak*. Par ailleurs, le fait que les partis d'opposition montrent une incapacité à s'organiser et à se coordonner est en soit un marqueur de la crise de représentativité en Algérie. D'ailleurs, les élections présidentielles de 2019 ont révélé au grand jour la fragilité de certains partis.

Le propos de cette communication est justement d'analyser la crise des partis politique en Algérie à l'aune du soulèvement populaire du 22 février 2019. Nous étudierons la question selon les trois entrées suivantes : l'incapacité des partis politiques à s'imposer comme une interface entre le peuple et le pouvoir politique (quelles en sont les raisons ?) ; leurs incapacité à se poser comme une alternative (problème d'offre politique ? problèmes internes ou problèmes liés aux obstacles posés par le régime politique ?), et enfin leur incapacité à se créer des interfaces entre eux (quel est l'influence des clivages idéologiques ?).

Maher Ben Rebah (CNRS, Ladyss UMR 7533)

Clivages et recomposition du champ partisan en Afrique du Nord (en Tunisie) depuis 2001 : essai de classification

Depuis 2011, les pays du printemps arabe connaissent une prolifération des formations politiques et une recomposition permanente du champ partisan. Ce contexte rend les limites des clivages traditionnels de plus en plus floues. Les clivages « gauche droite » et « séculier-islamiste » ne correspondent que partiellement au contexte post-révolutionnaire.

Pour proposer une classification appropriée au contexte politique, nous avons construit une grille de lecture structurée hiérarchiquement en items communs tels que : la conception de l'État, la justice et les libertés, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et le modèle de développement. Ces items ont été décomposés en sous thèmes dont chacun est composé d'un ensemble d'éléments. Et pour mieux affiner le positionnement des partis politiques, nous avons recensé et identifié les mesures de mise en œuvre de ces éléments.

Pour construire cette grille, nous avons scruté les programmes politiques et électoraux des partis politiques, leurs déclarations, les textes fondateurs ainsi que les réseaux sociaux. Nous avons également intégré le vote au sein du parlement sur des projets de lois que nous avons jugés clivant. Cette intervention a bénéficié du soutien du Conseil européen de la recherche, Programme Horizon 2020, projet ERC TARICA.

Anca Munteanu (Université de Grenoble, Cerdap 2)

Les coalitions gouvernementales en Afrique du Nord : les limites de l'élargissement de la base sociale des régimes

Depuis 2011, au Maroc et en Tunisie, les partis islamistes participent à des coalitions majoritaires rassemblant des multiples groupes politiques. En Égypte, a contrario, les islamistes ont été chassés du pouvoir en 2013, et ont quasiment disparu du Parlement à l'exception des quelques députés du parti Nour. La Coalition du 30 juin rassemblait néanmoins au-delà des autres clivages structurants du paysage politique égyptien : socialistes et libéraux, révolutionnaires et partisans du régime de Moubarak.

L'on observe ainsi dans les trois cas un élargissement de la base sociale du régime en direction d'élites issues des oppositions. Dans les trois cas également, le fait que ces coalitions rassemblent au-delà des clivages sociaux affaiblit les partis qui y prennent part, en les plaçant en porte-à-faux par rapport à leurs bases sociales, créant des opportunités tant pour les oppositions internes à ces partis, que pour des nouveaux acteurs cherchant à leur disputer leurs électeurs. Dans ce contexte, le constat de la faiblesse des partis arabes – posé dans les années 1980-1990 – doit être réexaminé à la lumière de ces nouvelles causes explicatives. Cette intervention a bénéficié du soutien du Conseil européen de la recherche, Programme Horizon 2020, projet ERC TARICA.